

Accord professionnel

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ DES SALARIÉS
NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE CULTURES SPÉCIALISÉES, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, DE VITICULTURE,
DES CUMA ET DES ETARF
(Charente-Maritime)
(7 septembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 5 DU 20 NOVEMBRE 2014

NOR : AGRS1597037M

Entre :

La FNSEA Charente-Maritime ;

Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers de la Charente-Maritime ;

La fédération des Charentes des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

La section interdépartementale du SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

Le SGA CFDT ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 5 « Dispenses d'affiliation » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5

Dispenses d'affiliation

Peuvent renoncer au bénéfice du régime d'assurance complémentaire frais de santé prévu au précédent accord, quelle que soit leur date d'embauche :

1. Les salariés bénéficiaires :

- de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C), jusqu'à la date à laquelle ils cessent de bénéficier de la CMU-C ;
- de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), jusqu'à la date à laquelle ils cessent de bénéficier de l'ACS ;
- d'un contrat d'assurance santé individuel, jusqu'à la fin de l'échéance du contrat individuel ;

2. Les salariés ou apprentis en CDD de 1 an ou plus, sous réserve de fournir tous documents justifiant d'une couverture complémentaire souscrite par ailleurs ;
3. Les salariés ou apprentis en CDD inférieur à 1 an ;
4. Les salariés ou apprentis à temps très partiel, si la cotisation équivaut à au moins 10 % de leur salaire brut ;
5. Les salariés couverts, y compris en tant qu'ayants droit à titre obligatoire pour eux-mêmes, par un dispositif de régime de santé complémentaire collectif obligatoire.

Le maintien des dispenses d'affiliation est subordonné à la fourniture annuelle des justificatifs à l'employeur.

Justification des renoncements au régime

Au jour de l'entrée en vigueur de l'accord, les salariés concernés doivent faire leur demande de dispense d'affiliation par écrit adressée à l'employeur avant la fin du premier mois d'application de l'accord, avec les justificatifs de leur situation.

Après l'entrée en vigueur de l'accord, la demande de dispense d'affiliation doit être faite par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit celui de l'obtention de la condition de 6 mois d'ancienneté, avec les justificatifs de leur situation.

Si le salarié ne remplit plus les conditions de dispense d'affiliation, il doit en informer l'employeur, et il devra alors obligatoirement cotiser à l'assurance complémentaire santé à compter du mois civil suivant.

Conséquences

Le salarié demandant le bénéfice d'une dispense d'affiliation ne sera pas garanti par la complémentaire santé de l'entreprise et ne bénéficiera pas de la participation employeur qui s'y rapporte. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant dans les mêmes conditions que celles de l'accord. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Fait à Saintes, le 20 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)